



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

MALI

TIEKORO ÉLIMINÉ
MAIS LA REPRESSION ET LES
DE TOURNEMENTS
CONTINUENT



PRIX : 1 Franc

N° 59 - 13 mars 1978

SOMMAIRE

- Page 4 :
SENEGAL : LES ELECTIONS SE
SUCCEDENT MAIS LA DICTATURE
DEMEURE
- Page 5 :
COTE D'IVOIRE : LE SMIG AUG-
MENTE...POUR LES STATISTIQUES
- Page 6 :
ZAIRE : LE REGIME DE TERREUR
DE MOBUTU
- Page 7 :
RHODESIE : UN ACCORD QUI NE
CHANGE RIEN POUR LA POPULATION
AFRICAINNE
- Page 8 :
ETHIOPIE-SOMALIE : AFFRONTE -
MENTS SANGLANIS ENTRE GRANDES
PUISSANCES, PAR PEUPLES INTER -
POSEES
- Page 9 :
ITALIE : LE PCI A LA RESCOUSSE
DE LA BOURGEOISIE

TIEKORO ÉLIMINÉ : la répression et les détournements continuent

Le 28 février dernier, Moussa Traoré a annoncé à la radio l'arrestation de trois hauts fonctionnaires : Tiékoro Bagayako (directeur des Services de Sécurité), Kissima Doukara (ministre de la Défense et de l'Intérieur) et Karim Dembelé (ministre des Transports). Quelques jours plus tard, ce fut le tour de Charles Samba Cissoko (ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération).

Toutes ces personnes sont accusées de "détournements de fonds" et de "haute trahison" par Moussa Traoré.

Lorsque la nouvelle fut connue à Bamako, des centaines de personnes, en particulier la jeunesse scolaire, sont descendues dans la rue pour crier : "A bas Tiékoro !".

On comprend la joie de la population quand on connaît la terreur que fait régner la police dont Tiékoro était le chef. En effet, au Mali, les emprisonnements arbitraires et les tortures sont monnaie courante. Certains croient-même que Traoré n'était qu'un "otage" aux mains de la clique de Tiékoro, et que par l'arrestation des quatre hauts fonctionnaires, Traoré aurait procédé à un "coup d'Etat" pour libéraliser le système et lutter contre la corruption à tous les niveaux.

Mais les travailleurs auraient bien tort de crier "Vive Moussa!". Car enfin, c'est Moussa Traoré lui-même qui a donné les postes de responsabilités à Tiékoro, Doukara et Dembelé, qui étaient d'ailleurs ses compagnons d'armes du coup d'Etat de 1968 ! Et c'est parce que Traoré était content de ses services qu'il a promu Tiékoro au poste de Chef de l'armée Malienne en 1973.

Traoré et tous ses valets sont d'accord pour mener une politique de répression contre tous ceux qui mettent en cause leur pouvoir ; et tous détournent des fonds publics depuis leur arrivée au pouvoir.

Aujourd'hui Moussa Traoré essaye de faire croire à la population qu'il n'était pas au courant des détournements de fonds effectués par les membres de son Comité Militaire, en particulier par le ministre de la défense qui a détourné les fonds destinés aux paysans pauvres victimes de la sécheresse.

Mais tout le monde sait que Moussa Traoré

ABONNEMENTS

-FRANCE : un an
ordinaire : 12 F
sous pli fermé : 36 F

-AUTRES PAYS :
écrire au journal

Adresser toute correspondance à
Combat Ouvrier
BP 80, 93 300
Aubervilliers France
en spécifiant :
"pour le P.A.T."

* * *

lui-même détourne l'argent des travailleurs et des paysans pauvres par l'intermédiaire des impôts, et les exploite dans les sociétés d'Etat comme la CMDT (Compagnie Malienne du Textile). C'est grâce à tous ces détournements et ces vols que les privilégiés vivent dans le luxe, et Moussa Traoré en tête.

Contrairement aux déclarations du dictateur de Bamako, la raison qui l'a poussé à arrêter ses anciens compagnons, ce n'est ni les détournements de fonds, ni des différences de politique. C'est surtout une rivalité de personnes. C'est un règlement de compte entre dictateurs sanglants dont le plus fort élimine le plus faible pour mieux asseoir sa dictature. Pour le moment c'est Moussa Traoré qui a remporté la victoire en éliminant Tiekoro Bagayoko, Kissima Doukara et Karim Dembelé en février 1978, et Yoro Diakité, Malick Diallo en 1970.

Tiekoro et compagnie seront remplacés par d'autres, parmi leurs semblables, qui continueront à mener la même politique sous le même Traoré. Le régime militaire de Traoré est un régime de dictature ; et ce n'est pas un changement de ministre ou un changement de président qui y remédiera.

Toutes les libertés sont bafouées : il n'y a pas de liberté d'expression, pas de liberté d'organisation politique et syndicale. Dans ce pays, seul le président de la république et ses amis ont le droit à la parole. Il suffit que l'on trouve un tract d'opposition devant votre porte pour que l'on vous arrête.

La quasi totalité de la population en souffre, même certaines couches privilégiées. Nombreux sont, parmi ces couches privilégiées, ceux qui aspirent à plus de liberté et qui luttent pour l'installation d'un gouvernement civil au Mali. Mais les travailleurs et les petits paysans auraient bien tort de se contenter de cela.

Ils ont déjà fait l'expérience d'un gouvernement civil : celui de Modibo. Et c'est ce régime civil qui a donné naissance au régime de Traoré. Non, les travailleurs et les petits paysans ne feront pas l'économie de leurs propres luttes pour conquérir les libertés démocratiques, car personne d'autre ne peut les leur donner. Il leur faudra s'organiser politiquement, en tant que travailleurs, pour balayer l'Etat -c'est-à-dire la police, l'armée, les lois, les magistrats- qui est au service des exploités.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

SENEGAL les élections se succèdent mais la dictature demeure

Trois élections viennent de se dérouler au Sénégal, la même journée du 26 Février : présidentielles, législatives et municipales. Les résultats sont maintenant publiés.

Aux élections présidentielles, Senghor est réélu avec 82,02 % des voix contre Abdoulaye Wade (PDS) 17,83 %.

Aux élections législatives, le PSS a obtenu 81,74 % des voix (82 députés), le PDS, 17,88 % (18 députés) et le PAI (Majhemout Diop) 0,38 % (0 député).

Toutes les municipalités reviennent au PSS, sauf celle d'Oussouye (le PDS y est arrivé en tête avec 74,85 % des voix). Le score du PDS a varié entre 0 % et 43 % selon les villes (16 % dans le Sine Saloum, 12 % dans la région de Thiès, région Cap Vert 28 %...). Le reste revenant au PSS.

Senghor et son parti ont déjà reçu les félicitations de la part des collègues Hassan II, Ahidjo, le Shah d'Iran, Bongo ... etc. Et si des sanguinaires de cette sorte envoient des bravo à Senghor, ce n'est pas pour rien : Senghor reste un dictateur comme eux.

Les bourgeois, leurs hommes politiques et de nombreux journalistes parlent de "démocratie" au Sénégal, comme ils parlent de "démocratie" dans les pays comme la France ou les USA. Cette "démocratie" des grands pays capitalistes, est un moyen pour tromper les travailleurs en leur faisant croire que c'est toute la population qui décide de la politique du gouvernement : car une fois les élections passées, le gouvernement continue à défendre les capitalistes, en faisant supporter l'exploitation à la population laborieuse quel que soit le résultat des élections.

Cette forme de démocratie est un moyen pour cacher la dictature de la classe bourgeoise. La bourgeoisie de ces pays peut se permettre de laisser à tout le monde le droit de s'organiser, de se réunir et de dire ce qu'il pense, car elle est suffisamment solide socialement et économiquement. Mais même cette démocratie bourgeoise, Senghor est incapable de l'installer.

Au Sénégal, tous les partis n'ont pas le droit de s'exprimer, c'est monsieur Senghor qui décide. Comme le dit Moustapha Niasse, secrétaire politique du PSS, à un journaliste du "Soleil" : "Il est évident qu'un parti qui défie souverainement la constitution et les lois, ne peut, pour cette raison, être légalement reconnu". Autrement dit : seuls ceux qui sont d'accord avec les lois de Senghor et des riches ont le droit de s'exprimer ! A Babacar Gueye, Senghor a déjà donné l'assurance qu'il fera tout son possible pour reconnaître le MRS (Mouvement Républicain Sénégalais) ouvertement de droite.

Même dans le cadre de la concurrence entre partis qui sont "d'accord avec la constitution", de nombreuses irrégularités ont été commises par les fonctionnaires zélés de l'Etat. Aux élections municipales du 26 Février, dans de nombreuses villes, le PSS a obtenu 100 % des voix, et le PDS 0 % : c'est le cas à Foundiougne, Sokone, Nioro, Matam ... etc. Ce qui voudrait dire que même les candidats du PDS ont voté PSS. Les fonctionnaires des bureaux de vote de Joal Fadiouth, ont pensé cacher le truquage électoral en n'octroyant que 99 % des voix au PSS !

Quand les fonctionnaires ne bourrent pas eux-mêmes les urnes, ils font pression sur la population pour qu'elle vote pour le PSS. Le scrutin n'est pas secret, c'est devant des fonctionnaires que les électeurs ont dû mettre leur bulletin de vote dans l'enve-
.../...

loppe . Dans de nombreux endroits, les délégués des autres partis ont été expulsés des bureaux de vote.

Les dirigeants des partis d'opposition se plaignent des irrégularités. Abdoulaye Wade a même fait appel à la cour suprême pour recommencer les élections, soit disant parce qu'elles ne sont pas conformes à la constitution -la même constitution que Senghor a révisée et fait voter à 99,9 % en Février 1970-.

Abdoulaye Wade et Majhemout Diop acceptent de jouer le jeu imposé par Senghor parce que fondamentalement ils n'ont pas d'autres perspectives. Ils veulent le "changement" comme ils disent, mais il s'agit de changement de gouvernement et de députés pour la même politique, en faveur des riches, et avec les mêmes lois, les mêmes magistrats, la même police et la même armée. C'est d'ailleurs pour cela que Wade a demandé que les bureaux de vote et les fonctionnaires de Senghor soient surveillés par ... l'armée et les magistrats du régime Senghor.

De tous ces gens-là, qui disent que les élections peuvent changer la situation, les travailleurs n'ont rien à attendre. C'est le cas de Senghor, de Majhemout Diop et de A. Wade bien sûr, mais c'est aussi le cas de Cheick Anta Diop du RND ; car si ce dernier a appelé à l'abstention, ce n'est pas parce qu'il pense que les élections ne changeront pas le sort des travailleurs, mais c'est parce que Senghor n'a pas autorisé le RND à participer à la course électorale.

Dans les systèmes bourgeois, les élections sont toujours un jeu truqué, où les éternels perdants sont les travailleurs et les paysans pauvres. Officiellement les bourgeois disent qu'on peut choisir les députés et les présidents ; mais quels que soient les dirigeants les bourgeois continuent à exploiter. D'ailleurs Senghor l'a dit à sa manière, en citant un proverbe : "il vaut mieux être avec le roi d'aujourd'hui, c'est plus sûr" !

Les travailleurs et les petits paysans n'ont que faire de choisir entre deux rois, c'est-à-dire deux dictateurs. Les opprimés n'ont rien à gagner dans le choix que leur laisse Senghor, mais ils ont la force de changer leur sort. Non pas en comptant sur les élections, ni en confiant leur sort à d'autres, mais en formant eux-mêmes leur organisation politique avec une politique des travailleurs pour changer cette caricature de "démocratie".

COTE D'IVOIRE : LE SMIG AUGMENTE . . . POUR LES STATISTIQUES

Le SMIG, qui était officiellement de 19 000 F CFA en Côte d'Ivoire, vient de passer à 24 900 F CFA par décision d'Houphouët Boigny. Et cette mesure a été présentée, à grand tapage, comme un grand progrès.

Bien sûr, pour un travailleur qui touche 19 000 F par mois, recevoir 5 000 F de plus, ce n'est pas négligeable.

Mais il faut le cynisme de ces ministres, qui touchent des millions par mois, pour prétendre qu'on peut vivre convenablement avec 24 900 par mois. Dans ce pays, 3 bananes coûtent 100 F CFA, et un sac de riz 12 000 F. Les travailleurs sont obligés de vivre dans des taudis parce qu'une fois payés la nourriture et les dépenses vitales, il ne reste rien pour les loyers, qui sont trop élevés.

Et combien sont ceux qui ne trouvent même pas de travail ? Combien sont ceux qui ont un travail mais qui ne toucheront même pas ce SMIG ? Car de tout temps, seules quelques grosses entreprises appliquent les décisions des ministères. La majorité des petits patrons ne payent que ce qu'ils veulent à leurs employés. Ainsi la grande majorité des ouvriers ne touche que 15 à 17 000 F CFA ; de nombreux autres sont obligés de se contenter de 10 000 F.

.../...

Les rares fois qu'un fonctionnaire contrôle l'application des salaires officiels, quelques billets de 5 000 F glissés dans leurs poches leur font instantanément fermer les yeux.

Le SMIG à 24 900 ce n'est qu'une mesure de plus, qui sera oubliée dans un tiroir et ne servira que pour les statistiques gouvernementales, utiles pour la publicité de Houphouët à l'extérieur.

0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0

ZAIRE le régime de terreur de Mobutu

Sous prétexte qu'on a fomenté un complot contre son régime, Mobutu a déclenché une terrible répression en incendiant des villages entiers de la région de Bandundu, et en arrêtant 250 officiers. De nombreuses personnes ont été ainsi passées par les armes ou pendues.

Mobutu est allé jusqu'à obliger les habitants des villages à danser devant les cadavres, à "faire la fête", sous peine d'être eux aussi pendus !

La terreur que les régimes africains comme celui de Mobutu font peser sur la population prouve bien, s'il fallait le démontrer, que tous ces régimes-là ne servent qu'à faire agenouiller les populations pour qu'elles acceptent sans mot dire toutes les humiliations et les oppressions.

Quand les discours et les menaces ne suffisent pas à cette tâche, ils y vont à la mitrailleuse, au feu et au sang.

Et même si parmi ses propres officiers et grands fonctionnaires, Mobutu rencontre des mécontents, il n'hésite pas à les assassiner froidement. Non pas parce qu'il a peur que ces officiers soient dans le camp des travailleurs, mais uniquement parce qu'il risque pour lui et sa clique de perdre le morceau du gâteau que leur procure leur place dans l'appareil d'Etat.

Alors si les hommes comme Mobutu sont accueillis à bras ouverts par les chefs d'Etats impérialistes, c'est parce qu'ils jouent très bien leur rôle de serviteurs de l'impérialisme.

D'ailleurs quand ces hommes-là auront épuisé les moyens de maintenir la population dans la misère et l'oppression, l'impérialisme aura le choix, soit de les aider comme le fait Giscard avec Mobutu, soit de les remplacer par d'autres hommes tout aussi dévoués, comme ce fut le cas lors du coup d'Etat de Malloum contre Tombalbaye.



RHODESIE

UN ACCORD QUI NE CHANGE RIEN POUR LA POPULATION AFRICAINE

Ian Smith, le chef du gouvernement raciste rhodésien, a signé, le 3 mars, un accord avec trois dirigeants nationalistes modérés : Muzorewa, Sithole et Chorau. Cet accord prévoit la création d'un parlement avec 72 africains et 28 blancs, et un gouvernement composé d'un nombre égal de ministres blancs et africains.

Bien entendu, cet accord est conclu avec les dirigeants nationalistes qui sont prêts à accepter les plus grandes concessions à la minorité blanche de ce pays. Ainsi 270 000 blancs continueront à dominer les 7 millions d'africains. Les colons blancs resteront toujours maîtres des grandes plantations dans les terres les plus riches, sans compter les industries entre leurs mains.

Ian Smith, ainsi que ceux qui ont accepté de se mettre à table avec lui, veut faire croire à la population africaine que quelque chose va changer avec l'arrivée de quelques politiciens noirs au gouvernement. Il sait fort bien que cet accord ne mettra pas en cause la domination de la minorité blanche privilégiée par le pouvoir et par les richesses accumulées sur le dos de la population. Mais le but de Ian Smith, c'est de mettre en place un pouvoir qui, il l'espère, pourra recueillir le soutien de la population africaine. Et par la même occasion il espère pouvoir déconsidérer les organisations nationalistes radicales de N'Komo et de Mugabe, et gagner du temps.

N'Komo et Mugabe quant à eux, dénoncent la manoeuvre de Ian Smith et continuent la lutte armée contre le régime raciste. Il n'en demeure pas moins que ce qu'ils proposent à la population africaine n'est pas mieux car ce sera la continuation de l'oppression et de l'exploitation.

Bien sûr N'Komo et Mugabe veulent mettre fin au régime de Ian Smith par la force armée. C'est d'ailleurs le seul moyen efficace. Mais leur but est seulement de remplacer ce régime haï, par un autre, complètement africanisé, sans mettre en cause le système capitaliste.

Pour que les aspirations nationales et sociales de la population rhodésienne soient satisfaites, il faut que les travailleurs de ce pays aillent plus loin que Mugabe et N'Komo : pour détruire le régime de Ian Smith certes, mais aussi pour mettre en place un régime dirigé par eux-mêmes, contre toute forme d'exploitation.

o o o o o o o o o o

ETHIOPIE - SOMALIE AFFRONTEMENT ENTRE GRANDES PUISSANCES PAR PEUPLES INTERPOSÉS

Les affrontements auront bientôt duré 8 mois, et coûté des milliers de vies humaines. Ces derniers jours, l'armée éthiopienne a repris du terrain aux troupes de Syaad Barré et du FLSO (Front de Libération de la Somalie Occidentale) dans la région de l'Ogaden.

Le régime dictatorial de Menguistou justifie sa guerre en accusant la Somalie de vouloir récupérer l'Ogaden qui a été rattaché à l'Ethiopie par le colonialisme après la 2^{ème} guerre mondiale. Il affirme donc que sa guerre est juste car elle défend "l'intangibilité territoriale".

De leur côté, les dictateurs de Somalie se justifient en accusant le régime éthiopien de pratiquer "le colonialisme abyssin". Et chacune de ces deux dictatures, incapable de résoudre quoi que ce soit, attise la haine entre les populations pour qu'elles s'entredéchirent.

Bien sûr que le colonialisme a tracé arbitrairement les frontières sans tenir compte des populations de la région. Mais est-ce étonnant ? Les colonialistes ont au contraire fait exprès, partout où ils ont régné, de faire de telle sorte que les populations soient divisées, jusqu'à ce qu'elles s'entretuent. C'est ce qui se passe aujourd'hui en Ethiopie et en Somalie. Et ils ne font pas exception, car dans la quasi-totalité des pays anciennement colonisés, les mêmes conflits existent, ouvertement ou étouffés selon les périodes.

Les grandes puissances aujourd'hui, dans leur lutte d'influence, continuent toujours à miser sur ces conflits en appuyant tantôt un camp tantôt l'autre. Ainsi, derrière cette guerre entre l'Ethiopie et la Somalie, il y a l'affrontement entre l'URSS et les puissances occidentales.

Des milliers de tonnes d'engins de mort ont été livrés de chaque côté. Et si ces derniers temps c'est Menguistou qui a pris de l'avantage, c'est parce qu'il a reçu une aide massive de l'URSS. Syaad Barré, quand à lui, attend que les impérialistes américains lui fassent une aide partielle pour reprendre le terrain perdu. Si les USA jugent "rentable" l'augmentation de leur aide, ils n'hésiteront pas. En tout cas, pour le moment ils se contentent à demander "l'évacuation des forces étrangères".

Syaad Barré et Menguistou, tous deux se réclamant du "socialisme", n'ont qu'une seule solution à proposer à leur population : la guerre. Et cela est logique pour la politique nationaliste qu'ils mènent tous deux.

Les travailleurs et les petits paysans peuvent eux, et eux seuls, avoir une autre solution face à cette guerre. Car pour eux il n'y a pas de frontière dans leur exploitation. Aussi bien du côté somalien qu'éthiopien, ils sont opprimés et exploités. On se sert d'eux pour une guerre absurde.

Ils peuvent en s'organisant, prendre leur destin en main et prouver à tous ces dictateurs que la guerre des frontières n'a jamais été dans leurs intérêts ni dans ceux de toute la population, mais uniquement dans les intérêts des capitalistes, de tous les hauts fonctionnaires et les officiers qui tirent leurs privilèges de l'existence de ces frontières./.

ITALIE LE PCI A LA RESCOUSSE DE LA BOURGEOISIE

Le Parti Communiste Italien, après avoir provoqué la crise gouvernementale -en mettant en minorité les partis gouvernementaux- vient de conclure avec ceux-ci un compromis pour faire partie de la majorité parlementaire.

En cherchant des accords avec les partis les plus anti-ouvriers, le PCI s'engage à "redresser l'économie", et donc à faire subir la crise économique aux travailleurs. Il va ainsi se servir de son influence dans la CGT italienne et à travers ce syndicat, son influence dans la classe ouvrière pour que celle-ci accepte le blocage des salaires, la diminution des prestations sociales, l'augmentation des tarifs publics ainsi que d'autres mesures d'austérité.

Il faut, selon le PCI, sauver "l'ordre démocratique", et il faut sortir de la crise économique qui frappe depuis quelques années toute la population laborieuse. Pour le PCI, ce ne sont pas les capitalistes, les véritables responsables de cette crise, qui doivent payer, mais les travailleurs. C'est de cette manière que le PCI prétend défendre la classe ouvrière. C'est d'ailleurs pour cette raison que les partis réactionnaires comme la Démocratie Chrétienne ont accepté cet accord. C'est une perche que le PCI et les syndicats tendent à la bourgeoisie, en espérant que celle-ci leur accordera quelques ministères en échange.

Et pour remercier le PCI du "cadeau" fait à la bourgeoisie, la Démocratie Chrétienne ne lui concède qu'une place dans ... la majorité parlementaire. Le gouvernement Andréotti ne diffère en rien du précédent : Andréotti reste président, il choisit lui-même ses ministres. La bourgeoisie, elle, s'en tirera avec un avantage non négligeable : le P C I l'aidera à maintenir la classe ouvrière au pas et à assurer la "stabilité sociale" utile aux capitalistes pour exploiter les travailleurs dans de meilleures conditions.

Cela fait plusieurs années que le PCI cherche un compromis avec la droite pour former "un gouvernement de coalition". Après avoir proposé le "compromis historique" à la Démocratie Chrétienne en 1973, le PCI a fait un pas de plus dans la même direction en acceptant cette fois-ci, en octobre 76, de soutenir ouvertement, sans contrepartie, les mesures d'austérité imposées par le gouvernement.

D'autre part, lors des manifestations des étudiants, l'année dernière contre les mesures d'austérité, le PCI a soutenu le gouvernement et a appelé la police pour qu'elle réprime les manifestants sous prétexte que ceux-ci troublent l'"ordre public". Le PCI a ainsi démontré à plusieurs reprises son soutien à un gouvernement ennemi des travailleurs.

Aujourd'hui la Démocratie Chrétienne ne lui accorde que la possibilité de faire partie de la majorité parlementaire. Mais le PCI ne se décourage pas, il va continuer à prouver à la bourgeoisie qu'il est capable de faire subir des sacrifices encore plus grands à la classe ouvrière, jusqu'à ce qu'on lui offre des strapontins ministériels.

D'un parti qui se montre si respectueux de l'ordre capitaliste, la classe ouvrière n'a rien à attendre. Car le PCI, même s'il fait semblant de se préoccuper du sort des travailleurs, ne combat pas pour le socialisme. Il l'a démontré à plusieurs reprises en proposant honteusement ses services à la bourgeoisie. Mais il n'est pas dit que la classe ouvrière continuera à suivre un tel parti./.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.